



CTSD 54

Déclaration préalable

jeudi 30 janvier 2020

C'est dans un climat social tendu que nous commençons aujourd'hui la première phase de la préparation de la prochaine rentrée. Alors que les cheminots entament leur 57^{ème} jour de grève et que les enseignants manifestaient une nouvelle fois hier leur refus d'une retraite par points, et dans un contexte inédit de désorganisation complète d'épreuves du baccalauréat, nous nous réunissons aujourd'hui pour constater une fois de trop le mépris de notre ministère et de ce gouvernement vis-à-vis des enseignants et des élèves.

En effet, cette année encore, notre académie est la « championne de France des suppressions de postes » et notre département va devoir une fois de plus rendre des postes alors que les variations d'effectifs ne le justifient pas. Dégradant encore et encore les conditions de travail d'une profession pourtant déjà exsangue ainsi que les conditions d'étude des collégiens. Comment envisager sérieusement l'inclusion de tous les élèves dans ces conditions ? Comment accueillir dignement les élèves allophones dans des classes déjà surchargées alors qu'ils ne sont pas pris en compte dans les effectifs ? Comment aider au mieux les élèves relevant d'un handicap avec des moyens encore en baisse et alors que les AESH sont systématiquement mutualisés et voient leur métier empêché ? Que dire d'une soi-disant autonomie d'établissement quand les moyens sont trop faibles pour assurer des groupes là où c'est nécessaire ?

Oui, c'est dans ce contexte de mépris que nous nous réunissons aujourd'hui pour un semblant de dialogue social. Vous refusez de nous transmettre les documents indispensables à l'analyse fine des situations d'établissements. Confirmant, hélas, que cette instance a été vidée de son contenu et n'est plus qu'une réunion d'information qui se déroule, par ailleurs, après l'information données à certains chefs d'établissement. Confirmant ainsi que, pour ce gouvernement dont vous êtes l'un des représentants, le dialogue social tant proclamé signifie inviter des organisations syndicales et leur donner quelques informations très générales. Nous dénonçons cette vision et refusons de participer à cette mascarade et être instrumentalisés. Vous, monsieur le DASEN, tout comme le recteur, nous indiquez que toutes les cartes sont entre les mains des chefs d'établissements. Nous ne perdrons donc pas plus de temps dans cette instance qui n'a plus de sens mais serons une fois de plus bien présents dans les établissements et dans la rue pour montrer notre détermination à faire progresser nos salaires, nos conditions de travail et nos élèves dans une société plus juste et solidaire.